



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

05/07/2020

## **Résumé des questions économiques et sociales.**

### **Semaine 29 au 03 juillet 2020.**

#### **France.**

**Luttes. Renault Choisy** (Val de Marne) Après une première journée de grève le 2.06 à l'appel de l'intersyndicale, appel à la grève reconductible à compter du 29.06 pour s'opposer à la fermeture du site.

**Santé. 30.06.** Très forte mobilisation des personnels

L'annonce par le ministre O.Véran d'une augmentation de 300 millions pour les médecins hospitaliers fait figure d'une véritable provocation. Elle se traduirait par une augmentation individuelle de 600 ou 900 euros par mois, loin de rivaliser avec les salaires des hôpitaux privés ce qui ne pourrait qu'accentuer les départs du public vers le privé. Rien n'est dit non plus sur les médecins étrangers qui sont indispensables au fonctionnement de l'hôpital. Devant le refus des organisations syndicales des propositions gouvernementales la conclusion du Ségur sont repoussées au prétexte de la démission du gouvernement. Pour laisser le temps à de nouvelles manœuvres ?

Au travers de la revendication d'augmentation générale des salaires de 300 euros par mois, c'est toute la politique salariale en œuvre dans le public comme le privé depuis des années qui est mise en cause. Elle qui peut faire tache d'huile si elle se termine par un succès. Une question qui concerne tous les salariés.

**Outre-mer.** La pandémie fait des ravages en Guyane en raison de la pauvreté et de la faiblesse encore plus criante du système hospitalier. Les syndicats des personnels de santé de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, de San Marin viennent d'adresser une lettre au gouvernement pour demander l'ouverture de négociations sur les questions générales du secteur et particulières en ce qui concerne ces territoires.

**Guadeloupe.** Une grève de 48 h a eu lieu dans le secteur de l'énergie (EDF et privé) les 23 et 24.06.

**Presse.** Paris-Turf vient d'être repris par le groupe de presse NJJ Presse appartenant à X. Niel (Free) à la barre du tribunal de commerce de Bobigny. Le personnel est en grève depuis une semaine et entend la poursuivre contre le projet de reprendre 151 salariés sur le 250 que compte le journal.

**Prestalis** Coopérative de distribution de la presse quotidienne et des magazines en cessation de paiement est reprise par un groupe de journaux et de magazines sous le nom de France messageries et qui conserve personnel et installations dans la région parisienne. Ce qui pas le cas à Marseille et à Lyon où la grève se poursuit contre la suppression de 512 emplois faute de solution industrielle.

**Nokia.** Environ 500 salariés se sont rassemblés le 30.06 devant le siège à Nozai (Essonne) à l'appel des syndicats pour protester contre les suppressions d'emplois annoncées. Une manifestation nationale est prévue pour le 8.07.

**Répression.** La presse fait état de la découverte d'un nouveau fichier dans un centre bus. Il s'agit du quatrième cas à la RATP. Il ne peut s'agir d'actes isolés pris par les directions locales mais bien d'une pratique décidée au plus haut niveau de flicage du personnel et des syndicalistes. Des méthodes d'un autre âge qui perdurent.

**Var** Manifestation devant le siège du peloton CRS autoroutier pour protester contre la convocation du secrétaire de l'UD à la suite du blocage de l'autoroute pendant une manifestation contre la réforme des retraites et d'un dépôt de plainte de Vinci.

Enedis Pays de Loire. Appel CGT à une heure de grève en soutien de trois salariés qui passent en conseil de discipline pour avoir soutenu pendant leurs heures de travail les salariés de Super U qui manifestaient.

Fessenheim. Voir article dans l'hebdo. Au côté des conséquences économiques, écologiques entraînées par la fermeture de la centrale, les conséquences sociales sont nombreuses. En premier pour le personnel employé sur le site. Si celui d'EDF (700 personnes) est plus ou moins assuré, celui des sous-traitants et personnel de service (environ 1300) qui devaient bénéficier d'une reconversion est plus qu'incertain. Aucune des promesses d'activités nouvelles qui devaient être implantées à proximité de la centrale n'est tenue. Pas plus que celles faites aux collectivités locales pour compenser le manque à gagner pour elles du fait de la fermeture.

Enfin la fermeture va coûter cher à l'Etat. La centrale était prévue pour fonctionner jusqu'en 2041. Sa fermeture va entraîner un manque à gagner pour EDF qui sera compensé à hauteur de 400 millions minimum plus des versements supplémentaires si nécessaire.

Un beau succès pour tous les ennemis du nucléaire civil.

Airbus. Air France. Les deux ont largement bénéficié des aides des Etats. 10,4 Mds pour Air France entre la France et la Hollande (pour KLM), de continuer à en bénéficier comme Airbus avec le nouveau dispositif de chômage partiel prolongé de deux ans pour tailler dans les effectifs. 5000 pour Airbus en France (15.000 dans le monde), 7585 chez Air France. Dans les deux cas les raisons avancées sont identiques. Ce sont les conséquences de la pandémie. La réalité est qu'il s'agit d'une réorganisation pour toujours plus de profits. Ainsi Air France qui supprime 40% du réseau intérieur en avait le projet depuis longtemps. De même Airbus qui a annoncé la fin prématurée de L'A 380 n'a rien à voir avec le virus. Si les directions et le gouvernement annoncent que ces suppressions se feront sans « licenciements secs » la perte du savoir-faire, la non-embauche de jeunes, la suppression d'emplois chez les sous-traitants et les services qui pourrait se monter à 90.000 pour l'ensemble de ceux-ci vont avoir des conséquences qui vont bien au-delà des seules annonces des deux entreprises.

La CFDT fidèle au rôle qu'elle s'est donné propose une conférence sociale territoriale en Midi-Pyrénées pour la « *gestion prévisionnelle des emplois et des compétences* ». Ce qui n'empêchera rien.

FO comme IG Métal font des licenciements « secs » la « ligne rouge » à ne pas franchir. Ce qui signifie que pour les autres formes de suppressions d'emplois, ils ne trouvent rien à redire.

La CGT a organisé une première manifestation à Toulouse le 2.07 et prépare à l'appel de la fédération des Métaux une journée nationale le 9.07. Chez les sous-traitants la lutte s'organise contre la politique systématique du patronat de baisse des salaires sous diverses formes.

Au début de 2020 Airbus a annoncé 2265 suppressions d'emplois dans sa branche Défense & Espace, qui viennent en plus de celles annoncées aujourd'hui. De même en Allemagne 900 emplois devaient être supprimés dans sa filiale Premium Aerotech.

Saur (distribution et gestion de l'eau) Réorganise son activité qu'elle veut plus tourner vers l'international. Avec un plan d'économie de 11 millions en France en 2019 et qui devrait être multiplié par trois en 2020. « Sans plan social », déclare-telle, difficile à croire.

Vente d'armes. Thales va vendre pour 609 millions d'euros de munitions diverses à l'Australie. La France fournit déjà blindés, équipements pour la marine, sonars pour sous-marins et bientôt des sous-marins qui seront fabriqués sur place.

Macron. Dans une interview à certains quotidiens régionaux Macron confirme deux choses. La « réforme des retraites » sera poursuivie et le temps de travail doit être rallongé sans en préciser sous quelle forme. Celle de l'augmentation de la durée de cotisations semble avoir sa préférence.

## Monde.

Allemagne. Grève chez Amazone le 29.06 pour de meilleures conditions de travail.

Le changement d'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la mutualisation des 500Mds d'emprunts européens continu à susciter bien des commentaires. *Une victoire de la France et de Macron qui relance la solidarité européenne* proclament tous les partisans de l'Europe du capital. En effet l'Allemagne qui, lors de la crise de 2008, était à la pointe de la politique d'austérité, les Grecs en ont été les plus grandes victimes, a modifié sa position avec les conséquences économiques du coronavirus. Il ne s'agit pas pour le capitalisme allemand des intérêts des peuples mais de tenir compte des modifications qui sont intervenues depuis 2008 dans le rapport des forces internationales. La Chine a continué à se développer, les USA à agiter la menace de droits de douane sur l'automobile, la concurrence internationale a grandi. L'Allemagne qui a basé sa politique économique sur

l'exportation doit se trouver de nouveaux débouchés. En premier en Europe. Encore faut-il pour cela que les pays européens aient les moyens financiers d'acheter les produits allemands. D'où la nécessité de l'emprunt et de sa mutualisation pour en assurer le remboursement. Avec l'Allemagne qui prend la tête de la présidence européenne au 1<sup>er</sup> juillet les intérêts du capitalisme allemand seront bien défendus.

Chine-Hong Kong. Le récent vote de l'Assemblée Populaire de Chine de la loi dite de « sécurité nationale » soulève en Occident et aux USA une vague de protestations verbales au nom des « valeurs » de ces pays, qui ont été moins regardant lorsque leurs capitalismes se sont massivement implantés en Chine ou ce même pouvoir autoritaire leur offrait l'exploitation sans limite d'une main d'œuvre bon marché sans avoir la possibilité de se syndiquer, ce qui constitue une source de profits élevés. Il s'agit de bien d'autres choses et avant tout de la compétition entre la Chine et les autres puissances capitalistes où tous les coups sont permis pour affaiblir l'autre. Un certain S. Veg, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales, écrit dans les « Echos » (2.07) après avoir versé quelques larmes de rigueur en pareilles circonstances *Il est vrai qu'un régime juridique répressif n'empêche pas toujours de faire des affaires.* Ce qui est l'essentiel.